

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Luxembourg, le 12 octobre 2026

### JUSTICE FISCALE : UN DÉBAT NÉCESSAIRE... MAIS DÉRANGEANT

**La Chambre des salariés (CSL) a relancé la semaine passée sa campagne de communication pour une fiscalité plus juste. Un objectif simple : expliquer ce qu'est la justice fiscale et ouvrir un débat essentiel pour notre société.**

Derrière ce terme souvent abstrait se cache en effet une réalité très concrète : tout le monde ne contribue pas de la même manière au financement collectif.

Au Luxembourg, les classes moyennes supportent l'essentiel de l'effort, tandis que les patrimoines les plus élevés et certains revenus financiers bénéficient d'une fiscalité bien plus avantageuse. Et la réforme fiscale en cours visant à établir une classe d'imposition unique ne remédie pas à ces inégalités.

La campagne de la CSL vise précisément à rendre ces déséquilibres visibles et compréhensibles pour tous. Elle ne vise ni à stigmatiser, ni à provoquer, mais à poser une question démocratique légitime : **sommes-nous réellement égaux devant l'impôt ?**

Une question qui dérange visiblement puisque plusieurs organismes ont refusé la diffusion de notre campagne - une réaction qui interpelle. Comment comprendre qu'une campagne d'information, fondée sur des données publiques et portant sur un enjeu d'intérêt général, puisse être écartée ?

La question de la justice fiscale serait-elle devenue un sujet sensible au point d'être écartée de l'espace public ? La CSL s'interroge sur les implications d'une telle décision en matière de liberté d'expression et de pluralisme du débat démocratique.

Ce débat est d'autant plus important que les inégalités continuent de se creuser :

- les patrimoines se concentrent fortement
- les recettes publiques reposent majoritairement sur les ménages
- la crise du logement s'aggrave
- et une part croissante des salariés peine à vivre dignement de son revenu.

Dans le même temps, les marges de manœuvre publiques sont sous pression. Sans réforme fiscale ambitieuse, la capacité de l'État à financer durablement le modèle social est menacée.

C'est pourquoi la CSL appelle à ouvrir un débat serein mais courageux sur :

- une contribution plus équitable du capital
- une meilleure progressivité de l'impôt
- une fiscalité plus efficace face à la spéculation immobilière
- et une participation juste des entreprises

La justice fiscale n'est pas un slogan, c'est une condition essentielle de la cohésion sociale et de la confiance dans les institutions.

Refuser d'en débattre ou en limiter la visibilité pose une question de fond : **quelle place voulons-nous accorder à ce débat dans notre démocratie ?**

La CSL poursuivra sa campagne avec un objectif inchangé : informer et expliquer pour défendre l'intérêt des salariés et des retraités.

Plus d'informations : [csl.lu/fr/justice-fiscale/](https://csl.lu/fr/justice-fiscale/)